



BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 3 AVRIL 1978

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM.

Jacques de FOUCHIER
Président Directeur Général

Pierre MOUSSA
Gustave RAMBAUD
Administrateurs Directeurs Généraux

Pierre DECKER
Administrateur Directeur Général Adjoint

Claude BOURLET
Maurice DOUMENC
Francis C. FABRE
Dominique LECA
Maurice NAESSENS
Lord ROLL of IPSDEN
Administrateurs

Jean-Claude RICHARD
Secrétaire Général

COMMISSAIRES AUX COMPTES

M. Claude CASTEL
Société de Contrôle des Comptes
Commissaires agréés par la Cour d'Appel de Paris

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE F 500 000 000

SIEGE SOCIAL : 3, RUE D'ANTIN - PARIS 2^E

R.C. PARIS B 662 047 885 L.B.F. N° 24

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 3 AVRIL 1978

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale pour soumettre à votre approbation les comptes de votre société au 31 Décembre 1977.

ACTIVITES BANCAIRES

Compte tenu des objectifs définis par le Plan Barre mis en oeuvre l'automne précédent, les Autorités Monétaires ont été amenées pendant toute la durée de l'exercice 1977 à défendre la position du Franc sur le marché des changes et à maintenir une politique de rigueur sur le plan monétaire tout en prenant ponctuellement des mesures de soutien à l'économie afin de redresser la balance des paiements et d'éviter l'aggravation du chômage.

- Dans sa politique constante de défense de la monnaie, la BANQUE DE FRANCE a préféré à des interventions sur le marché des changes une action directe sur les taux d'intérêt.

Au début de l'exercice, la bonne tenue du Franc sur les places étrangères a incité l'Institut d'Emission à favoriser la détente des taux : le mouvement amorcé dès la fin de 1976 s'est prolongé de façon lente mais continue jusqu'à fin Septembre.

La moyenne mensuelle des taux pratiqués au jour le jour entre banques sur le marché monétaire a été ramenée de 10,43 % en Décembre 1976 à 9,73 % en Mars 1977, 8,92 % en Juin 1977 et 8,30 % en Septembre 1977, le niveau le plus bas du loyer de l'argent ayant été atteint le 23 Septembre avec 8 1/3 %.

Cette tendance a été confirmée par la baisse du taux d'escompte de la BANQUE DE FRANCE ramené le 31 Août 1977 de 10,50 % à 9,50 %.

A partir du mois d'Octobre, l'Institut d'Emission, alerté par la hausse des taux aux Etats-Unis, a favorisé une légère

remontée du loyer de l'argent, celui-ci restant toutefois inférieur à 8 1/2 %.

Du début de Novembre jusqu'à la fin de l'exercice, l'amplification des remous sur le marché des changes et l'affaiblissement du Franc ont relancé la hausse des taux, la moyenne du taux au jour le jour s'établissant successivement à 8,97 % et 9,30 % pour les deux derniers mois de l'année.

- Devant la nécessité impérieuse de freiner la progression de la masse monétaire, la BANQUE DE FRANCE a été amenée à reconduire dans son intégralité le dispositif d'encadrement du crédit qui avait prévalu l'exercice précédent.

La progression autorisée des emplois a été limitée à 5 % pour les grands Etablissements. Les banques ont continué à bénéficier de la faculté de reporter pendant une période de six mois leurs "économies", c'est-à-dire le montant des crédits qu'elles n'avaient pas distribué à une échéance déterminée par rapport aux limites fixées pour cette échéance.

Si en dépit de cette faculté de report, certains Etablissements ont été gênés à diverses dates de référence, plus spécialement au milieu de l'année et souvent à cause de la nature particulière de leurs opérations, la profession dans son ensemble a pu faire face sans trop de difficultés aux besoins de crédit de sa clientèle rendus moins pressants par la stagnation de l'activité économique.

- Les Pouvoirs Publics, préoccupés par le déficit du commerce extérieur et la montée du chômage, ont favorisé l'octroi, à taux privilégiés, de crédits bancaires à moyen terme mobilisables, déductibles de l'assiette de calcul des réserves obligatoires sur emplois, aux Entreprises investissant pour la réalisation d'économies d'énergie, la création d'emplois et le développement de leurs ventes à l'étranger.

Pour 1978, la BANQUE DE FRANCE a prévu de renforcer le caractère contraignant des mesures d'encadrement du crédit : tout en maintenant les mêmes normes de progression annuelle des concours encadrés, elle oblige dorénavant les banques à introduire dans leurs encours encadrés une fraction égale à 15 % de la progression de leurs crédits non soumis à l'encadrement.

Cette dernière mesure s'applique notamment aux crédits à l'exportation : elle frappe donc plus spécialement les banques qui, conformément aux vœux des Pouvoirs Publics, se sont montrées les plus actives dans ce secteur, et cela d'autant plus sévèrement qu'elle agit d'une manière rétroactive, les crédits exportation utilisés en 1978 correspondant en fait le plus souvent à des contrats négociés au cours des années antérieures.

- Eprouvées par les limitations imposées par l'encadrement et l'application de taux privilégiés aux opérations non encadrées, les conditions d'exploitation des banques ont en

outre été affectées par le rétablissement en Octobre 1976 des réserves ordinaires sur emplois et, dans un climat de vive concurrence bancaire, le maintien par les Autorités Monétaires de taux de refinancement élevés sur le marché.

En 1976, le taux de base bancaire n'avait suivi que partiellement et avec retard la hausse des taux du marché monétaire. Le 1er Septembre 1977, il a été ramené de 9,60 % à 9,30 % pour tenir compte de l'évolution du loyer de l'argent depuis le début de 1977, mais il n'a pas été relevé par la suite malgré la remontée des taux sur le marché inter-bancaire.

En outre, les banques ont subi l'augmentation du coût réel moyen de leurs dépôts, la référence au marché monétaire guidant de plus en plus l'attitude d'une clientèle sensibilisée au phénomène de l'inflation et cherchant à se prémunir contre l'érosion monétaire.

Dans ces conditions, la profession bancaire a vu ses marges paradoxalement réduites au moment où elle doit faire face à un accroissement de ses risques dû à la conjoncture et à la situation précaire de certains secteurs de l'économie.



Les dépôts de la BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS dans leur ensemble ont accusé une progression sensible observée principalement sur les comptes d'entreprises et qui s'est fortement développée en fin d'année. Elle est liée à l'effort commercial soutenu tant à Paris qu'en Province par nos Agences qui interviennent pour une part importante dans l'ensemble de nos ressources de clientèle.

Le développement de nos emplois à moyen terme a porté principalement sur les crédits à l'exportation dits crédits "acheteurs" ; à court terme, la progression a particulièrement concerné les crédits non mobilisables.

Nos engagements par signature sont également en augmentation, notamment les cautions délivrées dans le cadre des marchés à l'étranger.

Nos marges, très étroites au cours du premier trimestre, se sont améliorées progressivement jusqu'à fin Août pour se resserrer à nouveau jusqu'à la fin de l'année, du fait de la remontée des taux de refinancement et de la baisse du taux de base bancaire.

Notre Etablissement, grâce notamment à la politique prudente qu'il a menée tant en matière de rémunération des ressources de clientèle que dans le domaine de son refinancement, a pu réaliser pour l'ensemble de l'exercice sur son activité bancaire en France des résultats qui, bien qu'en retrait sur ceux de l'année précédente, peuvent être considérés comme satisfaisants dans une conjoncture générale particulièrement peu favorable à la rentabilité des opérations bancaires.

Notre Etablissement a poursuivi le renforcement de son implantation en France avec :

- l'ouverture de quatre nouvelles Agences à Paris Saint-Philippe du Roule et en Province à Orléans, Dijon et Montpellier. Elle dispose maintenant de 49 points d'exploitation dont 14 à Paris et 35 en Province.
- l'extension de certaines installations existantes principalement Paris George V, Lyon-République, Monte-Carlo, Nice, Marseille, Metz et Toulouse.

ACTIVITES FINANCIERES

Les taux d'intérêt à long terme (emprunts du secteur sidérurgique inclus) ont eu une tendance opposée à celle des taux à court terme. Mis à part un léger fléchissement en début d'année, ils ont augmenté pendant le premier semestre alors que les taux à court terme diminuaient. Au deuxième semestre, ils se sont stabilisés à un niveau élevé. Plusieurs explications peuvent être données à cette évolution. La lenteur des progrès de la lutte contre l'inflation a fait douter de la possibilité d'une baisse durable des taux longs. La détérioration de la situation financière de certains secteurs de l'économie a pesé elle aussi sur les taux. L'incertitude sur les perspectives du loyer de l'argent et l'évolution des marchés financiers après les élections législatives a également rendu les opérateurs prudents dans leurs anticipations. Plus généralement, l'influence du fait politique sur la vie économique après les élections municipales a pesé sur les conditions de taux et d'activité du marché. Ajoutons enfin que le marché s'est trouvé également plusieurs fois dans l'année confronté avec des problèmes qualitatifs (choix des signatures) ou quantitatifs (capacité d'absorption) qui en ont altéré le fonctionnement.

Le volume des émissions de valeurs mobilières avec concours des banques s'est néanmoins élevé à F 40 milliards contre F 32,9 milliards en 1976, soit plus 22 %, ce qui constitue un nouveau record. Par rapport au record antérieur de 1975 la progression est de 12 %. Dans ce total, les émissions d'obligations se sont élevées à F 37 milliards. Il est à noter que cette progression est due principalement au lancement en Mai d'un emprunt d'Etat de F 8 milliards, bénéficiant d'une garantie en capital par référence à l'unité de compte européenne et d'un régime particulier sur le plan fiscal.

Les émissions d'actions contre espèces, F 1,3 milliard, bien qu'en léger progrès, sont restées à un niveau des plus modestes. La détérioration de ce mécanisme de financement pourtant indispensable à la bonne santé de l'économie se poursuit dans un climat boursier bien dégradé.

Dans la conjoncture politique de 1977, les obligations convertibles ont en revanche connu un regain de faveur. Les volumes émis se sont élevés à F 1,8 milliard en hausse de 29 % sur celui de l'an passé.

La bourse française a connu d'amples fluctuations en 1977.

La reprise de la fin de 1976 a tourné court dès les premiers jours de Janvier, en raison de l'approche des élections municipales et de certaines dissensions au sein de la majorité. A la veille du scrutin, le marché retrouvait son plus bas niveau de l'automne précédent. Le résultat des élections, favorable à l'opposition a entraîné une importante vague de dégagements : l'indice de la Chambre Syndicale des Agents de Change (CAC) perdait 10 % en trois semaines. Malgré le report d'un an de la taxation des plus-values boursières qui a été suivi d'une reprise sensible (5 %), la baisse reprit et le 10 Mai, l'indice CAC a été à son plus bas historique, en baisse de 22 % depuis le début de l'année et de près de 40 % en un an.

Deux événements ont ensuite renversé la tendance : d'abord, le "chiffage" du programme commun par le parti communiste, première indication d'une forte divergence entre les partenaires de la gauche, puis le débat télévisé entre MM. Barre et Mitterrand. Les cours ont regagné une partie du terrain perdu, stimulés par la détente des taux d'intérêt.

Après une consolidation, née des remous de la crise de change de Juillet, le marché a repris sa progression en Août et Septembre : les disputes des partis de l'opposition, des résultats semestriels pour les sociétés généralement satisfaisants, et un net regain d'achats pour compte étranger expliquent la fermeté du marché pendant l'été. L'échec de la négociation des partis de l'opposition sur l'actualisation de leur programme de gouvernement, le 23 Septembre, a provoqué une très importante vague d'achats. A la fin d'Octobre, le marché a regagné 27 % sur son niveau du 10 Mai, et effacé le repli du début de l'année. La hausse prenait toutefois une allure spéculative dans la dernière quinzaine d'Octobre.

La déception qu'a suscitée l'indice des prix de Septembre, les difficultés aiguës rencontrées par certains secteurs (sidérurgie, textile notamment), le nouvel affaiblissement du dollar (et la mauvaise tenue du franc contre les monnaies fortes) ainsi que les résultats des premiers sondages ont ensuite tempéré fortement l'optimisme. En fin d'année, l'aggravation de la crise monétaire et un climat social détérioré ont accentué encore le repli, malgré des nouvelles économiques favorables.

De plus en plus pessimiste jusqu'en Mai, confiante puis euphorique de Mai à Octobre, la bourse a achevé l'année dans un renouveau d'inquiétude, en repli de 6,5 % en douze mois.

La Banque de Paris et des Pays-Bas a comme les années précédentes joué un rôle très actif en participant à la quasi-totalité des émissions obligataires réalisées avec le concours des banques. Elle a dirigé ou co-dirigé 40 émissions, notamment l'emprunt d'Etat et l'emprunt national pour les Moyennes et Petites Entreprises et l'Artisanat.

La Banque a prêté ses guichets pour la réalisation de 13 augmentations de capital de sociétés françaises et étrangères,

dont celles de la S.D.R. de Normandie, de la S.D.R. du Sud-Est, d'Expanso, de Lordex et de l'OPB-Paribas qu'elle a dirigées. Elle a également dirigé les émissions d'obligations convertibles de Thomson-C.S.F., de B.S.N. - Gervais Danone, de Moët-Hennessy et de la SCOA qui ont toutes connu un important succès. On notera que ces quatre opérations représentent ensemble plus de la moitié du volume émis dans ce domaine en 1977 (F 1,8 milliard).

Par ailleurs, la Banque a été co-introductrice à la Bourse de Paris de la Dresdner Bank A.G. et a également participé aux offres publiques d'échange de Thomson-Brandt sur les actions de la Société Française des Téléphones Ericsson et de la Compagnie de Navigation Mixte sur les actions du Monde S.A.

Dans le secteur des sociétés d'investissement, l'exercice 1977 a été marqué par la poursuite du développement, à un rythme soutenu, des sociétés civiles de placements immobiliers : en effet, plus de 100 MF. ont été collectés, tant par Valeur Pierre 2 créée en 1975 et qui a procédé en début d'année, à sa dernière augmentation de capital avant sa fermeture au public, que par Valeur Pierre 3 constituée au mois de Mai.

Le total des actifs gérés à la fois par Valeur Pierre 1, Valeur Pierre 2 et Valeur Pierre 3 s'élevait en fin d'exercice à près de 350 MF.

La société civile France-Forêts, créée en 1975 par la Banque avec d'importantes Compagnies d'Assurances et Caisses de Retraite a réalisé en 1977 une augmentation de capital, dont le produit lui a permis de compléter son patrimoine forestier. Celui-ci représente en fin d'exercice une surface totale de 3.100 hectares répartis en 7 massifs.

ACTIVITES DU DEPARTEMENT INDUSTRIEL ET IMMOBILIER

Les sociétés industrielles et commerciales dans lesquelles le Groupe a des intérêts ont connu, en 1977, des situations très contrastées selon les secteurs où elles opèrent, et selon l'état de préparation dans lequel elles ont abordé les difficultés économiques de la période.

Les affaires appartenant aux domaines des biens d'équipement, des constructions mécaniques, électriques et électroniques (comme Babcock Fives, Thomson-Brandt, Thomson-CSF), de la production pétrolière (où Paribas a des intérêts importants et largement répartis), ainsi que des services et des loisirs (Euro 7 - Airtour, Club Méditerranée) ont poursuivi leur développement dans des conditions satisfaisantes. Il en a été de même pour les sociétés de travaux publics qui avaient pu s'établir solidement à l'étranger, comme Fougerolle. Il est manifeste que dans tous ces domaines, comme dans celui de l'ingénierie et celui du commerce, les exportations et les activités exercées à l'étranger ont permis aux groupes qui avaient su y acquérir de fortes positions, de corriger l'effet néfaste des conditions régnant en France.

La production de biens intermédiaires connaît des situations particulièrement difficiles, notamment la sidérurgie, secteur dont toutes les entreprises traversent une période prolongée de pertes très importantes. Dans ce contexte la restructuration du groupe Chiers-Chatillon, entamée voici deux ans avec la décision de fusionner les trois entreprises qui lui ont donné naissance, a été poursuivie et achevée en décembre dernier. En même temps était réalisée une nouvelle concentration industrielle, dans le secteur du tréfilage, entre les tréfileries et câbleries de ce nouveau groupe, et la société Chatillon-Gorcy. Ainsi, grâce à une politique menée avec continuité, se trouvent réunies de meilleures conditions pour permettre à cet ensemble de parfaire les rationalisations industrielles indispensables.

Poursuivant également son action de restructuration dans l'industrie papetière, très éprouvée elle aussi par la conjoncture, notre Groupe a défini, avec les autres actionnaires auxquels il est associé, le plan d'assainissement et de développement de la Chapelle-Darblay - premier producteur français de papier journal et très important producteur de papier impression - écriture - et a négocié les moyens de son financement, qui ont fait l'objet d'un accord avec les Pouvoirs Publics.

Dans les mêmes conditions, le programme d'investissement de la Cellulose du Rhône - filiale de la Rochette-Cenpa - a été précisé ; il doublera sa capacité de production de pâte à papier, dans le cadre d'une politique nationale visant à améliorer la productivité des entreprises et à soulager les secteurs déficitaires de la balance commerciale.

Le souci de renforcer les moyens des grandes entreprises françaises qui déploient leur activité et leur influence à l'échelle du monde entier explique la décision qui a été prise d'engager un rapprochement entre le Groupe SCOA et le Groupe Heurtey. Le premier, qui traite maintenant un volume d'opérations de 9 milliards, a récemment étendu son réseau et accru son activité de commerce international en reprenant le contrôle de la Compagnie Olivier et en procédant à l'acquisition de Sullivan, société australienne de négoce. Le Groupe Heurtey, de son côté, a retrouvé une situation nettement bénéficiaire, justifiant les efforts qui ont été faits pour y parvenir ; il est reconnu parmi les grandes sociétés mondiales d'ingénierie dans ses spécialités et contribue de façon très efficace à l'exportation des techniques françaises. Le rapprochement entre la SCOA et Heurtey renforcera la puissance de pénétration de l'un et de l'autre dans les marchés des biens d'équipements que chacun aborde sous un angle différent. Il permettra une entraide systématique dans de multiples pays étrangers. Ce rapprochement s'appuie, dans sa première phase, sur une prise d'intérêt de la SCOA dans Heurtey, par la souscription de F 25 millions d'obligations convertibles. Simultanément, la SCOA a renforcé ses fonds propres par une émission dans le public, de F 60 millions, également en obligations convertibles.

Dans un domaine voisin, l'Omnium Technique Holding OTH, bureau d'études techniques de construction, qui a lui aussi

retrouvé une situation financière satisfaisante, développe de la même façon, avec grand succès, ses marchés extérieurs ; ses efforts ont été officiellement reconnus par l'attribution de l'"Oscar de l'exportation".

Parallèlement à ces actions essentielles intéressant des grands secteurs de l'économie, le Groupe a continué d'apporter son soutien à de nombreuses affaires industrielles moyennes dont les atouts techniques, l'impact commercial, l'organisation et les résultats font bien augurer de l'avenir.

Dans le secteur immobilier, le marché s'est à nouveau fortement dégradé en 1977, après le redressement temporaire observé l'année précédente. Dans ce contexte très difficile, les ventes de logements des sociétés du Groupe ont baissé, en volume, de 9 % environ, chiffre d'ailleurs moins mauvais que celui de la moyenne de la profession. Nous avons évoqué, l'an dernier les difficultés rencontrées par certaines sociétés d'économie mixte gérées par la S.A.C.I. ; de longues négociations, qui se sont déroulées pendant toute l'année 1977 entre la S.A.C.I., l'Etat, les collectivités locales intéressées et les banques, ont permis l'établissement de plans d'apurement concertés qui étaient, soit acquis à la fin de l'année, soit en bonne voie de mise au point au début de 1978.

Enfin, il faut mentionner qu'en plus de l'appui apporté aux sociétés dans lesquelles le groupe détient des participations, les équipes industrielles de la Banque poursuivent activement leurs efforts dans le domaine du service aux entreprises ; création d'entreprises nouvelles, transactions pour compte de tiers, travail à la commission et montages financiers divers, sur le plan international le plus large.

ACTIVITES INTERNATIONALES

Depuis plusieurs années, le monde économique se transforme. Les changes sont devenus flexibles et rares ont été depuis 1970 les années de calme sur le marché des devises. Le prix de l'énergie et des matières premières s'est élevé brutalement, et sans nul doute durablement, modifiant pour les pays industrialisés les termes de l'échange. Le développement des échanges internationaux, dont le rôle multiplicateur de la croissance entre 1950 et 1970 est bien connu, est depuis quelques années entravé par la montée du protectionnisme, qui vient fausser les règles d'une concurrence de plus en plus acharnée sur le marché international. Sous le poids de ces contraintes, le taux de croissance des pays industrialisés s'est sensiblement modéré alors que de nouveaux pôles d'expansion en Amérique Latine, en Asie, en Extrême Orient, au Moyen Orient, en Afrique sont apparus à l'extérieur du groupe des pays industrialisés.

Dans ce contexte général, la Banque de Paris et des Pays-Bas continue d'intensifier ses interventions au plan international et de développer sa politique de relations et d'implantations internationales.

Financement des exportations

Le développement des activités dans le domaine du financement du commerce extérieur s'est poursuivi en 1977 au-delà de ce qui aurait pu être une simple consolidation du niveau élevé atteint au lendemain de la hausse des produits pétroliers.

Les utilisations de crédit à l'exportation à moyen et long terme se sont accrues de manière très importante et atteignaient à la fin de l'année F 5,3 milliards (+67 % par rapport à l'année précédente).

Les opérations les plus importantes ont concerné au Brésil, la mise en oeuvre, au sein d'un groupement Anglo-Franco-Allemand, du plan de financement de la nouvelle société sidérurgique brésilienne Açominas dans laquelle la participation française excède F 1 milliard ;

au Qatar, l'octroi de crédits à l'exportation, d'un montant de F 750 millions, couvrant la participation française à la réalisation du complexe pétrochimique d'Umm Safd.

en Iran, la signature, à l'appel d'autres confrères, d'importantes conventions de prêts pour le financement d'installations de production d'électricité tant classique que nucléaire pour un montant global qui excède F 9 milliards.

Dans les pays Socialistes enfin, les principales opérations auxquelles la Banque a participé concernent le financement d'installations de télévision pour les Jeux Olympiques de Moscou par Thomson-CSF, de l'usine automobile Peugeot-Citroën en Roumanie et du Kombinat de Mostar, qui bénéficie du concours technique de Pechiney Ugine Kuhlmann, en Yougoslavie

Des mesures ont été également prises dans le domaine spécifique de l'action commerciale. Pour accroître l'aide apportée aux exportateurs de biens d'équipement, en particulier dans les pays en voie de développement, les différents bureaux de prospection à l'étranger, qui avaient été précédemment créés à l'initiative de la Banque, ont été regroupés en une nouvelle entité aux moyens accrus ; "Unifi International" à laquelle participent notamment le Crédit du Nord et le groupe SCOA. Dans le domaine des biens de consommation, et pour traiter particulièrement les affaires de compensation, vient d'être créée, en liaison avec le groupe Moët-Hennessy-Dior, une société spécialisée dénommée Temenos S.A.

La Banque a mis en oeuvre une politique de partage avec les grands prêteurs internationaux des concours en eurodevises, qui sont de plus en plus souvent réclamés par les emprunteurs étrangers parallèlement à l'octroi des crédits à l'exportation en francs. Elle a connu enfin un nouveau développement des opérations documentaires confiées par ses correspondants dans les pays pétroliers.

Opérations Financières Internationales

Bien que les emprunts lancés sur le marché des euro-émissions

aient dépassé le record de l'année dernière (\$ 12 milliards) pour atteindre \$ 14,9 milliards, 1977 n'a pas été une année sans problèmes.

Le premier semestre, caractérisé par des taux à court terme comparables à ceux de l'année précédente et un dollar relativement bien tenu sur le marché des changes, a permis aux opérations de se dérouler dans un climat favorable.

La hausse rapide des taux domestiques américains décidée par le Federal Reserve Board en Juillet ne pouvait manquer de se transmettre aux marchés internationaux. Dès le mois d'Août, le placement des émissions a commencé à se révéler difficile. La situation n'a cessé de s'aggraver à l'automne jusqu'au moment où la chute brutale du dollar par rapport au deutsche mark, au franc suisse et au yen aurait dû interdire toute opération de grande ampleur.

Cela n'a pourtant pas été complètement le cas, en raison du désir de certains chefs de file de "forcer le marché" avec des opérations trop importantes. Dans ce contexte, de très belles signatures n'ont pas eu l'accueil qu'elles méritaient.

Les difficultés du dollar ont eu pour effet de concentrer les opérations sur le deutsche mark, la proportion des opérations en DM ayant été cette année de 26,5 % contre 16,8 % en 1976.

Mais l'événement de l'année a été sans conteste la réapparition du Sterling comme monnaie internationale (1,5 % du total des émissions). Après quelques difficultés dues à l'encombrement initial du calendrier, il semblerait que ce marché puisse durer aussi longtemps que la devise britannique ne donnera pas de nouveau signe de faiblesse. Dans ce nouveau secteur, la Banque de Paris et des Pays-Bas a été co-chef de file de près de la moitié des opérations.

Plus encore que le marché des euro-émissions, dont on reconnaît aujourd'hui volontiers l'importance et le rôle de marché financier complémentaire des marchés nationaux, c'est le marché des euro-crédits avec plus de \$ 41 milliards d'opérations depuis le début de l'année qui a fait preuve du plus grand dynamisme. Avec des liquidités internationales abondantes, il est normal qu'il en soit ainsi, les établissements bancaires ayant besoin de trouver des emplois pour les dépôts qui leur sont offerts libéralement. La Banque de Paris et des Pays-Bas a participé de manière prudente à ces opérations.

La grande modification par rapport à l'année précédente est la part accrue prise du côté des emprunteurs par certains pays industriels développés et par les pays pétroliers, membres de l'OPEP.

Malgré les rumeurs alarmistes quant aux possibilités de remboursement des pays en voie de développement, les crédits consentis à ces derniers ont continué, après une légère régression en début d'année, à se développer régulièrement, pour terminer en nette progression sur l'année précédente.

Sur le marché des Euro-émissions, la Banque de Paris et des Pays-Bas, avec près de \$ 3 milliards d'opérations dirigées ou co-dirigées, continue à se situer parmi les premiers chefs de file, depuis 1963, avec \$ 11 milliards environ sur un total de \$ 60 milliards elle se place au dixième rang dans le monde et au premier parmi les banques françaises.

Succursales à l'étranger

La Banque de Paris et des Pays-Bas a poursuivi la mise en place de son réseau à l'étranger, en ouvrant, en novembre 1977, une succursale à Séoul, en Corée du Sud, pays dont le développement économique est particulièrement rapide. Par ailleurs la décision, que justifie le rôle financier et commercial croissant de cette place en Extrême-Orient, a été prise d'ouvrir un établissement à Hong-Kong ; la réalisation de ce projet doit intervenir au cours du présent exercice.

Au Japon, la succursale de la Banque, qui a développé dans un environnement difficile un portefeuille de crédits à des entreprises japonaises de premier ordre, a atteint le seuil de rentabilité après dix-huit mois de fonctionnement.

Dans le Golfe Arabique l'activité du réseau de la Banque qui compte aujourd'hui cinq succursales et une filiale -la Bank of Sharjah- a continué de progresser de façon importante. Les résultats dégagés ont atteint un niveau très supérieur à ceux du précédent exercice.

La succursale de Londres a, cette année encore, consolidé sa position : ses crédits commerciaux en livres ont en effet sensiblement progressé ainsi que ses opérations interbancaires en livres. Le développement de son activité a entraîné le transfert de son siège vers des locaux plus vastes, situés au coeur de la City, 33 Throgmorton Street. En dépit des charges entraînées par cette installation, les résultats de la succursale sont en progression sensible sur ceux de l'exercice précédent.

Les succursales allemandes de Francfort et Düsseldorf ont également réalisé une progression importante de leurs capitaux et de leurs résultats. Le total de leur bilan s'est élevé en fin d'année à DM 1.072 millions. Elles ont notamment su mettre à profit l'atout que représente le réseau international de la Banque ; en même temps que les opérations bancaires classiques, elles ont en effet développé les services rendus aux entreprises allemandes en matière d'exportation, particulièrement vers les pays du Golfe Arabique et vers le Japon. D'autre part, l'activité industrielle a d'ores et déjà permis la réalisation de plusieurs opérations de restructuration.

COMPTES DE L'EXERCICE 1977

BILAN

Le total du bilan de la Banque de Paris et des Pays-Bas atteint

F 23.859.769.271,50 contre F 21.581.484.851,18 ce qui représente une augmentation de 10,55 %.

Actif

Les "comptes à vue" et les "comptes et prêts à échéance" qui sont englobés dans la rubrique "banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire" retracent les soldes débiteurs des opérations de trésorerie et s'élèvent à F 7.171 millions contre 7.367 millions.

Les "bons du trésor" et les "valeurs reçues en pension ou achetées ferme", qui représentent les valeurs nourries prises en pension ou escomptées à d'autres banques ou entreprises habilitées à intervenir sur le marché monétaire, figurent pour F 1.264 millions contre F 1.178 millions.

Les crédits à la clientèle nourris par la banque figurent au bilan sous les rubriques des crédits à la clientèle "Portefeuille" et "Comptes Débiteurs" et s'élèvent à F 10.552 millions contre F 8.768 millions, en hausse de 20,3 %

Les titres de filiales et participations représentent un montant de F 563 millions et les titres de placement, sous les deux rubriques "Fonds d'Etat, bons et obligations" et "autres titres de placement" F 531 millions.

Passif

La rubrique "banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire" correspondant aux soldes créditeurs des opérations de trésorerie s'élève à F 1.843 millions contre F 2.165 millions dans les comptes à vue et passe de F 8.033 millions à F 8.536 millions dans les comptes à terme.

Les dépôts de la clientèle représentés par les trois rubriques "comptes d'entreprises", "comptes de particuliers" et "bons de caisse" atteignent au total F 8.239 millions contre F 6.907 millions, en hausse de 19,3 %.

Hors-bilan

Les valeurs données en pension ou vendues ferme qui décrivent les opérations de mobilisation, passent de F 13.818 millions à F 15.759 millions (+ 14 %) et les cautions ou avals pour compte de la clientèle de F 10.071 millions à F 12.677 millions.

RESULTATS

L'ensemble des produits bancaires est passé de F 2.441.382.896,40 à F 2.926.181.715,11. Les frais bancaires ont augmenté de F 1.604.826.476,70 à F 2.090.800.090,93. La différence entre ces deux ensembles est identique.

Les revenus du portefeuille-titres figurent pour F 63.726.853,86 et les produits accessoires pour F 41.852,97.

Les charges d'exploitation sont réparties en frais de personnel, impôts et taxes, autres charges d'exploitation et charges sur emprunts obligataires. Elles représentent un montant total de F 645 millions contre F 568 millions pour l'exercice 1976.

La dotation de l'exercice aux comptes d'amortissements s'élève à F 19.778.888,84 et l'excédent des provisions constituées sur provisions reprises à F 136.462.107,97. Rappelons que sous cette rubrique figurent tant les provisions pour risques bancaires que les provisions sur titres.

Le bénéfice d'exploitation ressort à F 97.729.072,58.

Au compte de pertes et profits sont enregistrés les bénéfices et les pertes sur cessions de titres. Ils constituent la plus grande partie des rubriques "profits exceptionnels" et "pertes exceptionnelles" qui figurent respectivement pour F 24.256.894,54 et F 2.393.313,36.

On trouve également dans ce compte, les écritures relatives à la participation des salariés aux fruits de l'expansion, tant pour la participation de l'exercice, soit F 14.200.000,- que pour la provision pour investissement constituée selon la réglementation en vigueur sur la base de la participation de l'année antérieure. Cette provision est reprise sous la rubrique "dotation de l'exercice aux comptes de provisions hors exploitation".

La provision pour l'impôt sur les sociétés s'élève au total à F 24.255.669,01.

Le bénéfice de l'exercice est réparti en deux lignes, le bénéfice de l'exercice proprement dit de F 71.577.449,50 et le résultat à long terme de F 25.816,30.

Compte tenu du déficit fiscal antérieur, le résultat à long terme de F 25.816,30 dégagé en 1977 n'est pas imposé au taux de 15 % et n'a pas à être porté à la réserve spéciale de plus-values à long terme.

Dans notre souci de séparer les résultats "en revenus" des résultats "en capital", nous vous proposons dans la première résolution soumise à vos suffrages d'affecter ce résultat à long terme au poste "provision pour éventualités diverses" laissé à la disposition du Conseil.

Aucune dotation n'est à faire à la réserve légale qui représente déjà 10 % du capital social. Nous vous proposons de distribuer un dividende net total de F 70.000.000 (soit F 14 par action) ; le report à nouveau s'établirait à F 42.041.566,19 en augmentation de F 1.577.449,50.

Il est rappelé conformément à la loi que le revenu global par action au titre des trois derniers exercices s'établissait ainsi :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Montant total distribué aux actionnaires	Revenu global	Dividende distribué	Impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal)
1974	5.000.000	55.000.000	16,50	11,-	5,50
1975	5.000.000	80.000.000	24,-	16,-	8,-
1976	5.000.000	80.000.000	24,-	16,-	8,-

Nous tenons à remercier en votre nom l'ensemble du personnel de notre Banque qui par sa compétence et son dévouement à largement contribué au développement de nos activités.

Au 31 Décembre 1977, les effectifs de la Banque de Paris et des Pays-Bas comprenaient en France 3.462 personnes contre 3.342 au 31 Décembre 1976 soit une augmentation de 3,6 %, et à l'étranger 349 personnes contre 291.

L'application de l'accord d'intéressement a permis de dégager au titre de l'exercice 1976 une réserve spéciale de participation dont le montant s'élevait à F 9.211.268 contre F 9.766.346 l'année précédente.

Le Centre de Formation a poursuivi et développé ses actions de formation et de perfectionnement. En 1977, on a compté 104.142 heures de formation pour 1.674 inscriptions.

En application de l'article 18 des statuts, le mandat de Président de Monsieur Jacques de FOUCHIER avait été renouvelé en Mai 1976. Monsieur de FOUCHIER avait alors fait part au Conseil - qui en avait pris acte avec regret - de son intention de quitter la Présidence de la Banque de Paris et des Pays-Bas au Mois de Juin 1978. Le Conseil, dans sa séance de Septembre 1977, a décidé d'attribuer à Monsieur de FOUCHIER, à son départ de la Présidence, une retraite complémentaire et réversible de F 180.000.

Nous vous proposons de réélire MM. Pierre MOUSSA, Gustave RAMBAUD, Claude BOURLET et Lord ROLL of IPSDEN Administrateurs jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 1983.

**RAPPORT GENERAL
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES**

Messieurs,

Nous avons l'honneur de relater l'exécution de notre mission concernant l'exercice 1977.

En cours d'exercice, et après la clôture des comptes, nous avons exécuté, principalement à la Comptabilité centrale, et, à titre d'accompagnement de votre service d'Inspection générale, dans deux agences, les contrôles et sondages qui nous ont paru nécessaires au regard des particularités, de l'importance et de l'organisation de votre entreprise.

Les justifications reçues et les renseignements recueillis, tant à travers les rapports de l'Inspection Générale qu'auprès des services comptables et autres, nous permettent de certifier la régularité et la sincérité des comptes soumis à votre approbation.

La présentation du bilan et des comptes de résultats, inchangée, est entièrement conforme à l'inventaire ressortant de la comptabilité sociale, dressé selon des méthodes d'évaluation constantes.

Les renseignements donnés par le Conseil d'Administration sur la situation financière et les comptes nous apparaissent également sincères.

Enfin nous n'avons rien relevé qui porte atteinte à l'égalité entre les actionnaires ou qui doit être spécialement porté à votre connaissance en vertu de textes légaux ou réglementaires.

Paris, le 17 Mars 1978.

Les Commissaires aux comptes

Pour la Société de
Contrôle des Comptes :

Jacques de BOIS

Claude CASTEL

RAPPORT SPECIAL

Messieurs,

Aucune opération nécessitant l'autorisation préalable du Conseil d'Administration en vertu des dispositions régissant les rapports entre les sociétés anonymes et leurs dirigeants n'a été portée à notre connaissance.

Les opérations traitées avec d'autres sociétés du Groupe Paribas relèvent de l'activité courante de la Banque et de son personnel, appelé notamment à prêter assistance à nombre de ces sociétés.

La décision concernant la retraite de Monsieur de FOUCHIER, dont le Conseil d'Administration vous donne connaissance dans son rapport, a été prise sous le couvert des dispositions relatives à la détermination de la rémunération du Président du Conseil.

Paris, le 17 Mars 1978.

Les Commissaires aux comptes :

Pour la Société de
Contrôle des Comptes :

Jacques de BOIS

Claude CASTEL

BILAN

ACTIF	au 31-12-1976	au 31-12-1977
Caisse, instituts d'émission, trésor public, comptes courants postaux	380 305 559,59	427 915 935,99
Banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire :		
<i>a) Comptes à vue</i>	1 351 106 144,14	1 019 263 515,41
<i>b) Comptes et prêts à échéance</i>	6 015 874 371,04	6 152 194 086,07
Bons du trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme	1 178 229 380,03	1 263 713 488,89
Crédits à la clientèle - portefeuille		
<i>a) Crédits à court terme</i>	3 857 864 107,53	5 794 253 489,78
<i>b) Crédits à moyen terme</i>	1 074 355 580,11	1 517 444 636,38
<i>c) Crédits à long terme</i>	909 602 728,64	1 312 304 784,21
Crédits à la clientèle - comptes débiteurs	2 926 264 944,67	1 928 068 619,94
Comptes de régularisation et divers	1 581 285 930,41	1 493 960 759,83
Débiteurs divers	53 159 757,78	16 380 477,84
Débiteurs par acceptation	792 257 472,09	1 221 344 794,77
Comptes d'opérations sur titres	254 008 449,16	288 825 842,35
Titres de placement:		
<i>a) Fonds d'Etat, bons et obligations</i>	-	25 344 000,00
<i>b) Autres titres de placement</i>	493 137 637,71	505 409 871,90
Titres de filiales et participations	461 541 983,06	562 918 798,38
Immobilisations	252 490 805,22	330 426 169,76
	21 581 484 851,18	23 859 769 271,50

PASSIF	au 31-12-1976	au 31-12-1977
Instituts d'émission, banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire :		
<i>a) Comptes à vue</i>	2 164 904 155,35	1 843 035 327,47
<i>b) Comptes et emprunts à échéance</i>	8 033 376 529,88	8 535 825 013,06
Comptes d'entreprises et divers :		
<i>a) Comptes à vue</i>	2 872 546 370,15	3 567 198 892,16
<i>b) Comptes à échéance</i>	2 238 590 078,47	2 683 974 260,37
Comptes de particuliers :		
<i>a) Comptes à vue</i>	488 935 663,38	524 406 257,31
<i>b) Comptes à échéance</i>	531 506 613,90	530 882 989,33
<i>c) Comptes d'épargne à régime spécial</i>	191 193 739,73	224 650 468,53
Bons de caisse	584 438 944,33	708 283 289,63
Comptes de régularisation, provisions et divers	2 112 283 457,78	2 339 845 790,81
Créditeurs divers	65 658 551,77	79 164 146,23
Acceptations à payer	792 257 472,09	1 221 344 794,77
Comptes d'opérations sur titres	177 675 902,80	166 489 426,70
Obligations	435 262 320,00	554 134 780,33
Réserves	268 466 452,31	268 466 452,31
Capital	500 000 000,00	500 000 000,00
Report à nouveau	36 088 848,33	40 464 116,69
Résultat net à long terme	3 924 542,55	25 816,30
Bénéfice de l'exercice	84 375 268,36	71 577 449,50
	21 581 484 851,18	23 859 769 271,50

HORS BILAN
Valeurs données en pension ou vendues ferme
Cautions et avals pour le compte de la clientèle
Ouvertures de crédits confirmés
Autres engagements

au 31-12-1976	au 31-12-1977
13 817 743 550,78	15 759 452 591,27
10 070 582 919,05	12 676 979 593,15
2 190 227 052,00	1 866 564 299,19
1 572 590 062,00	1 220 201 463,50

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE

DEBIT	1976		1977		CREDIT	1976		1977	
FRAIS BANCAIRE		1 604 826 476,70		2 090 800 090,93	PRODUITS BANCAIRES		2 441 382 896,40		2 926 181 715,11
. Banques et ENBAMM	453 002 550,46		573 195 599,36		. Banques et ENBAMM	335 874 169,45		421 372 833,97	
. Charges de trésorerie	856 462 621,20		1 105 823 765,03		. Produits des opérations de trésorerie	473 114 441,82		555 878 222,79	
. Intérêts versés aux comptes de la clientèle et sur bons de caisse	291 401 430,56		400 519 571,50		. Produits perçus sur crédits consentis à la clientèle	1 018 188 602,21		1 252 786 014,96	
. Autres charges bancaires	3 959 874,48		11 261 155,04		. Produits perçus sur comptes débiteurs de la clientèle	328 111 069,51		362 986 408,68	
FRAIS DE PERSONNEL		358 541 444,97		406 920 153,12	. Autres produits bancaires	286 094 613,41		333 158 234,71	
IMPOTS ET TAXES		58 957 722,38		64 944 206,32	REVENUS DU PORTEFEUILLE-TITRES		67 237 104,68		63 726 853,86
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION		113 195 370,54		136 773 332,12	PRODUITS ACCESSOIRES		995 212,87		41 852,97
INTERETS SUR EMPRUNTS OBLIGATAIRES		37 021 241,81		36 542 570,06					
DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES D'AMORTISSEMENTS		15 640 293,65		19 778 888,84					
EXCEDENT DES PROVISIONS CONSTITUEES SUR LES PROVISIONS REPRISES		173 652 499,25		136 462 107,97					
BENEFICE D'EXPLOITATION		147 780 164,65		97 729 072,58					
		2 509 615 213,95		2 989 950 421,94			2 509 615 213,95		2 989 950 421,94

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT	1976		1977		CREDIT	1976		1977	
Participation des salariés aux fruits de l'expansion		9 500 000,00		14 200 000,00					
Pertes exceptionnelles		4 539 013,69		2 393 313,36					
Dotation de l'exercice aux comptes de provisions hors exploitation		6 338 269,97		9 533 718,95	Bénéfice d'exploitation		147 780 164,65		97 729 072,58
Impôt sur les bénéfices		49 961 709,36		24 255 669,01	Profits exceptionnels		10 858 639,28		24 256 894,54
Bénéfice de l'exercice		84 375 268,36		71 577 449,50					
Résultat à long terme		3 924 542,55		25 816,30					
		158 638 803,93		121 985 967,12			158 638 803,93		121 985 967,12

RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu les rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes de l'exercice 1977 tels qu'ils lui sont présentés par le Conseil d'administration et décide d'affecter au poste "provisions pour éventualités diverses" laissé à la disposition du Conseil d'administration, la somme de F 25.816,30 correspondant aux résultats à long terme de l'exercice.

Elle fixe pour cet exercice le dividende net à F 14 par action de F 100 qui, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 7, correspond à un revenu global de F 21.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 4 Avril 1978.

L'Assemblée Générale rappelle, conformément à la loi, que le revenu global par action au titre des trois derniers exercices s'établissait ainsi :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Montant total distribué aux actionnaires	Revenu global	Dividende distribué	Impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal)
1974	5.000.000	55.000.000	16,50	11,-	5,50
1975	5.000.000	80.000.000	24,-	16,-	8,-
1976	5.000.000	80.000.000	24,-	16,-	8,-

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale réélit MM. Pierre MOUSSA, Gustave RAMBAUD, Claude BOURLET et Lord ROLL of IPSDEN Administrateurs. Leurs fonctions prendront fin lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 1983.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve le rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes en application de l'article 101 de la loi du 24 Juillet 1966.

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES DETENUES EN PORTEFEUILLE AU 31 DECEMBRE 1977

	nombre de titres	valeur d'inventaire
OBLIGATIONS		
Groupement de l'Industrie Sidérurgique "GIS" 11 % 77/84	25.600 obligations	25.344.000,-
Emprunt semise Petite Faucille	21.600 obligations	21.600.000,-
Groupement pour le financement de la région de Fos "GIFOS" 11,30 % 77/89	19.084 obligations	18.778.274,32
Ile de France 11 % 77/92	18.403 obligations	18.403.084,44
Groupement pour le financement des ouvrages Bâtiments, travaux publics et activités annexes "GOBTP" 11,30 % Juin 1977	17.201 obligations	17.201.553,40
"GOBTP" 10,80 % Avril 1976	8.016 obligations	8.016.000,-
Crédit pour l'acquisition et l'amélioration des immeubles 6,50 %	11.730 obligations	11.730.000,-
Caisse Centrale de Coopération économique	10.199 obligations	10.199.000,-
Emprunt groupé des SDR 10,20 % 1976	9.063 obligations	8.841.953,43
Groupement des industries du bâtiment et des travaux publics "GIBTP" 11,30 % 77/89	8.083 obligations	8.083.147,87
Vallourec 11,30 % 77/89	7.963 obligations	7.963.574,77
Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France 10,80 % Mai 1976	7.634 obligations	7.408.644,32
R.A.T.P. 10,20 % 1976	7.064 obligations	6.923.002,56
Unipol 10,80 % Mai 1976	6.678 obligations	6.567.078,42
Ville de Nice 10,20 % Juin 1976	5.600 obligations	5.488.672,-
Société Concessionnaire des Autoroutes Paris Est Lorraine 10,20 % 1976	3.295 obligations	3.226.167,45
Emprunt des départements de la Région Midi Pyrénées 10,20 % Mars 1976	2.588 obligations	2.588.000,-
Union de crédit pour le bâtiment "UCB" 11,40 % 77/87	184 obligations	189.686,73
ASSURANCE		
Transeuropéenne - Vie SA	10.000 actions	900.000,-
BANQUES ET SOCIETES FINANCIERES		
Banque des Antilles Françaises	999.700 actions	4.998.500,-
Banque des Antilles Françaises (non libérées)	50 actions	62,71
Union Méditerranéenne de banques	4.000 actions	4.000.000,-
Crédit Martiniquais	4.346 actions	2.184.352,12
Banque Franco-Roumaine	2.625 actions	2.100.000,-
Electro-Banque	8.890 actions	1.176.591,50
Banque Centrale de compensation	9.600 actions	960.048,-
Société Financière d'études et de placements "SOFINEP"	5.480 actions	695.960,-
Société d'Etudes et de Financement pour la modernisation des Immeubles "FIMODI"	4.500 actions	450.000,-
Groupement pour le Financement des ouvrages de bâtiments, travaux publics et activités annexes "GOBTP"	4.000 actions	400.000,-
Société pour le financement d'immeubles commerciaux et industriels "SOFICOMI"	1.796 actions	245.326,45
Société d'Etudes pour l'expansion du bassin de l'Adour "SEBADOUR"	2.315 actions	243.075,-
Société pour le Financement de la Protection de la Nature et de la lutte contre la Pollution "SOFINAT"	1.265 actions	126.500,-
Société Auxiliaire de Financement International	1.250 actions	125.000,-
Centre titre universel de paiement	1.900 actions	117.800,-

	nombre de titres	valeur d'inventaire
SOCIETES FONCIERES ET IMMOBILIERES		
Compagnie Foncière	156.616 actions	26.624.720,-
SIMCA-NORD	3.300 actions	326.700,-
Valeur Pierre 3	133 parts	291.270,-
Consortium Financier Gestion Immobilière	2.000 actions	200.000,-
SOCIETES D'INVESTISSEMENT ET DE PORTEFEUILLE		
Omnium de Participations Bancaires de Paris et des Pays-Bas "OPB-PARIBAS"	4.001.334 actions	262.798.084,73
Omnium de Participations Bancaires de Paris et des Pays-Bas "OPB-PARIBAS" (Bons BPPB)	67.856 actions	5.633.969,83
Omnium de Participations Financières Industrielles de Paris et des Pays-Bas "OPFI-PARIBAS"	2.078.766 actions	189.855.675,-
France-Epargne	57.043 actions	8.034.112,63
Conseil Investissement	49.970 actions	6.988.074,73
France Croissance	53.089 actions	6.370.680,-
Foncier Investissement	13.060 actions	3.343.750,-
Essor	24.000 actions	3.000.000,-
Crédinter	22.377 actions	2.797.125,-
Obligations convertibles	20.500 actions	2.562.475,60
Société Générale d'Epargne et d'Investissement "SOGEVAR"	10.010 actions	2.468.073,84
Société Générale pour le financement de l'épargne "SOGEPARGNE"	8.270 actions	2.064.425,21
Société Immobilière Française pour l'investissement "SIFIS-SIEMENS"	17.995 actions	1.799.500,-
Epargne-Assurance	11.786 actions	1.620.766,30
Via Investissement "ex Fortune 1"	9.990 actions	1.128.770,10
Sélection Croissance	1.598 actions	799.098,61
Paribas Gestion	4.988 actions	600.085,89
Epargne-revenu	1.990 actions	484.943,10
Sicobli	39 actions	468.000,-
Groupe des industries de la Mer "GIMER"	3.000 actions	300.000,-
Société d'Etudes et de Réalisations des Equipements Commerciaux du Centre ville à Créteil "SEREC"	2.000 part	200.000,-
Société de Placements sélectionnés en France et à l'Etranger "SPS"	928 actions	196.502,36
C.G.E. Développement	1.960 actions	196.000,-
Mondiale d'Investissement	1.618 actions	162.447,20
Bâtibail-Sicomi (de Frs 100)	2.749 actions	145.697,-
Bâtibail-Sicomi (de Frs 1000)	10 actions	5.300,-
Groupe pour le Financement de l'audiovisuel et de la télédistribution "GIFATEL"	1.100 actions	110.000,-
Société Française d'Etudes et Réalisations Maritimes Portuaires et Navales "SOFREMER"	1.000 actions	100.000,-
ALIMENTATION		
B.S.N. Gervais Danone	18.570 actions	7.390.488,60
JOURNAUX, PAPIERS ET IMPRIMERIES		
DAFSA - Inter	2.342 actions	234.200,-

	nombre de titres	valeur d'inventaire
MATERIEL ELECTRIQUE		
Thomson - CSF	18.150 actions	2.558.242,50
Thomson - CSF (Dts d'attribution)	23.525 actions	465.559,75
MINES METALLIQUES - MINERAIS		
Kennecott Coper Corp.	10.000 actions	980.000,-
Inco Limited "Ex International Nickel C ^o of Canada"	12.000 actions	927.720,-
PETROLES ET CARBURANTS		
Société Nationale Elf Aquitaine	2.500 actions	743.821,13
PRODUITS CHIMIQUES		
Roussel Uclaf	5.000 actions	861.950,-
SERVICES PUBLICS		
Compagnie Générale des Eaux	2.000 actions	901.840,-
VALEUR D'INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE-TITRES		F. 1.093.672.670,28
Titres énumérés ci-dessus		F. 754.015.124,60
Titres de sociétés étrangères non admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs		F. 337.772.648,92
Titres dont la valeur d'inventaire est inférieure à F. 100.000,- par catégorie		F. 1.884.896,76

**TABLEAU DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES
ET LES PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 1977**

SOCIETES	Capital	Réserves	Quote-part du capital détenue (en %)
<i>I - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la Banque de Paris et des Pays-Bas</i>			
A - FILIALES (50 % au moins du capital détenu par la Banque de Paris et des Pays-Bas)			
Omnium de Participations Bancaires de Paris et des Pays-Bas "O.P.B. - PARIBAS"	258 300 000, --	149 930 382,64	77,45
Conseil Investissement	5 000 000, --	1 219 930,61	99,94
B - PARTICIPATIONS (10 à 50 % du capital détenu par la Banque de Paris et des Pays-Bas)			
Omnium de Participations Financières et Industrielles de Paris et des Pays-Bas "OPFI-PARIBAS"	468 600 000, --	330 961 642,03	22,18
Compagnie Foncière	39 325 000, --	(1)85 075 432,13	19,91
(1) Chiffres au 31 décembre 1976			
<i>II - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations</i>			
A - FILIALES			
Françaises			
B - PARTICIPATIONS			
Dans les sociétés françaises			
Dans les sociétés étrangères			

Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires du dernier exercice	bénéfice net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la BPPB
262 798 084,73	—	—	29 774 584,43	20 293 922,55	14 175 091, --
6 988 074,73	1 975 540,66	—	(1)4 105 337,94	(1)3 030 782,23	399 720, --
189 855 675, --	316 367,28	—	74 117 653,59	61 698 678,15	13 514 500,60
26 624 720, --	—	—	(1)14 013 318,35	(1)4 850 386,81	1 135 466, --
51 000, --	—	—			—
10 594 954,68	50 925 604,13	426 776 516,64			169 948, --
4 211 764,72	—	—			126 453,38

RESULTATS FINANCIERS
AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(Articles 133, 135 et 148 du Décret sur les sociétés commerciales)

	1973	1974	1975	1976	1977
I- SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital Social	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
b) Nombre d'actions émises	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	—	—	—	—	—
II- RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTIVES					
a) Crédit du compte d'exploitation	1 453 291 303	2 492 174 648	2 318 133 037	2 509 615 213	2 989 950 421
b) Bénéfices avant impôt, amortissements et provisions	212 131 821	190 029 806	377 539 498	333 892 583	261 633 651
c) Impôt sur les bénéfices	49 427 556	47 031 583	103 926 520	49 961 709	24 255 669
d) Bénéfices après impôt, amortissements et provisions	71 511 799	63 576 954	116 307 346	88 299 810	71 603 265
e) Montant des bénéfices distribués	68 250 000	55 000 000	80 000 000	80 000 000	70 000 000
III- RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UNE SEULE ACTION					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	32,54	28,60	54,72	56,78	47,48
b) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	14,31	12,71	23,26	17,66	14,32
c) Dividende versé à chaque action	13,65	11,-	16,-	16,-	14,-
IV- PERSONNEL					
a) Nombre de salariés	2 933	3 092	3 204	3 342	3 462
b) Montant de la masse salariale et participation aux bénéfices	137 032 794	166 179 923	210 256 097	241 101 147	264 929 507
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Oeuvres Sociales, etc..)	49 054 321	59 702 391	75 613 772	92 865 590	108 068 628